



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

CHANTEMERLE

—

63000 Clermont Ferrand

Références : [20250417-RAP-63-0437_Insp_MFPM_Chantemerle_Exercice_POI](#)

Code AIOT : 0016600038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN implanté 1 Rue de Chantemerle – 63100 CLERMONT FERRAND. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN
- 1 Rue de Chantemerle – 63100 CLERMONT FERRAND
- Code AIOT : 0016600038
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Michelin Chantemerle est le plus important centre logistique d'Europe du groupe Michelin avec 140 000 m² de surface d'entrepôt de pneumatiques. Il emploie 420 personnes, fonctionne 7 jours par semaine et assure la logistique des pneumatiques pour plus de la moitié du territoire français. Environ une centaine de personnes est présente sur le site en permanence.

Douze entrepôts de 10 000 m² ont été construits en 1971 en structure et voûtes en béton précontraint, les parois étant en bardage métallique double peau. Deux autres entrepôts (TL 4 et TL 16) de 10 000 m² ont été construits en 1981 en structure béton (piliers et traverses) avec une toiture terrasse en bacs acier.

La MFP Michelin a lancé un programme de modernisation et d'amélioration du site relatif à la gestion du risque incendie et à l'alimentation électrique de ses chariots élévateurs (projet Lithium en cours de déploiement).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie (exercice POI)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de défense incendie et d'organisation interne	AP Complémentaire du 13/05/2024, article 7.7	Sans objet
2	POI	AP Complémentaire du 13/07/2024, article 8.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Voir le compte-rendu de l'exercice POI annexé au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense incendie et d'organisation interne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/05/2024, article 7.7
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard le 31 mai 2024, un plan de défense incendie et d'organisation interne est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une à deux cellules.</p> <p>Le plan de défense incendie et d'organisation interne comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; • l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; • les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles d'accès des engins secours ; • la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; • les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; • les plans des réseaux prévus à l'article 4.2.2 du présent arrêté ;

- les plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- les consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique et les éléments de démonstration de son efficacité ;
- la localisation des interrupteurs centraux permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule, lorsqu'ils existent ;
- les mesures particulières prévues en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie ;
- la procédure d'urgence liée à la gestion d'un incendie sur un chariot élévateur fonctionnant avec des batteries lithium-ion ;
- un exposé des principaux polluants susceptibles d'être émis en cas d'incendie, notamment par l'incendie de pneus et par un incendie affectant une ou plusieurs batteries de chariots élévateurs.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le plan de défense incendie et d'organisation interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Le premier test interviendra dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Le plan de défense incendie et d'organisation interne ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.
(...)

Constats :

Le premier exercice POI du site de Chantemerle s'est tenu le 24/03/2025. Le scénario a été élaboré en lien avec le SDIS 63 qui a participé activement à cet exercice. La DREAL était également présente et a participé en tant que service observateur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le compte-rendu de l'exercice établi par la DREAL est annexé au présent rapport. La DREAL communiquera en parallèle à l'exploitant ses remarques et commentaires sur la rédaction du POI en vue d'une prochaine mise à jour. Il est recommandé au vu des conclusions de programmer un nouvel exercice assez rapidement afin de capitaliser sur le retour d'expérience de l'exercice 2025 et de tester en réel une évacuation générale du site avec comptage du personnel.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 2 : POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/07/2024, article 8.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Zone d'isolement de gestion des risques spécifiques
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant définit sous sa responsabilité, si nécessaire avec l'appui du SDIS, au moins une zone sécurisée permettant d'isoler tout engin équipé de batteries lithium-ion présentant des dysfonctionnements de nature à provoquer un incendie.

Cette zone sécurisée est :

- implantée à distance d'au minimum 10 m de toute matière combustible, de tout local à usage de bureau et des limites de propriété
- repérée, balisée et réservée à l'isolement des engins défectueux.

Constats :

La zone de sécurité (identifiée W10) est tracée au sol à une dizaine de mètres du bâtiment TL13 et la benne étanche destinée à recevoir les chariots défectueux est installée à demeure sur cet emplacement. Les pompiers ont pu tester en réel ce nouvel équipement en faisant évacuer du bâtiment TL15 le chariot "en feu" à l'aide d'un gros chariot de 8 tonnes entreposé chez l'exploitant et conduit par un pompier équipé d'un appareil respiratoire isolant (ARI), en l'escortant jusqu'à la benne dédiée à faible vitesse et en le faisant rentrer dans la benne, puis enfin en remplissant la benne jusqu'à mi-hauteur afin de noyer la batterie "en feu".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le test s'est avéré assez concluant sur la faisabilité de l'évacuation d'un chariot jusqu'à la zone d'isolement, mais entraîne également deux questions subsidiaires :

- a) Quel serait le cheminement d'un chariot lithium défectueux (en feu) situé en TL 7 ?
- b) Le gros chariot élévateur utilisé pour l'évacuation du chariot défectueux chargé sur les fourches est-il adapté pour cette opération, en particulier la vitre séparant le chariot potentiellement en feu du conducteur de l'engin résisterait-elle à la chaleur rayonnée aussi près d'elle ? Possibilité de tirer le chariot défectueux si ce n'est pas le cas.

Type de suites proposées : Sans suite
--

Compte-rendu de l'exercice POI du 24 mars 2025

Site MICHELIN Chantemerle

Rédactrice : Fabienne ROCHE (DREAL)

Exercice réalisé à l'initiative de l'exploitant en collaboration avec les services du SDIS 63.

Scénario : Départ de feu à la suite d'un emballage thermique sur un chariot élévateur de technologie Lithium-Ion avec notion de victime au sein du bâtiment TL15.

Le personnel n'était pas informé de l'exercice.

Début exercice : 09h30

Fin d'exercice : 11h15

Points positifs :

- alarme audible
- détection incendie reportée au SSI
- appel aux services de secours
- accessibilité état des stocks
- blocage du site de manière partielle sur demande de la cellule de crise
- coupure des énergies
- cellule compartimentée
- fermeture de la vanne permettant de retenir les eaux polluées sur site
- communication existante entre terrain et cellule de crise
- infos transmises aux pompiers sont correctes (après questionnement important de la part des services de secours pour avoir des précisions)
- bonne prise en charge des secours extérieurs lors de leur arrivée sur site
- dimensionnement de la cellule de crise adapté
- point régulier entre les membres de la cellule de crise.

Axes d'amélioration :

- le fait que l'alerte soit donnée par le PCIS peut manquer de précision
- réaliser un exercice en faisant une évacuation complète du site afin de pouvoir vérifier l'utilisation des issues de secours, la connaissance des points de rassemblement, le pointage du personnel et la prise en charge de celui-ci, ainsi que la communication entre cellule de crise et les points de rassemblement
- avoir plusieurs plans du site (format A3 plastifié ou en avoir à disposition) à donner aux services de secours et à avoir dans la cellule de crise, ainsi que du personnel pour accueillir les secours
- manque de fluidité de communication entre cellule de crise et terrain, ou du moins trop centrée sur 1 ou 2 personnes.

La cellule de crise :

- la main courante projetée doit être plus lisible
- les membres de la cellule de crise doivent être identifiés quant aux rôles qu'ils ont (DOI, secrétariat, communication...)
- mise en place de fiches réflexes afin d'établir les actions à effectuer

- les membres de la cellule de crise doivent être identifiables (chasuble ou autre avec fonction)
- mettre à disposition des pompiers dès leur arrivée une personne pour les accompagner sur le lieu du sinistre (sachant que plusieurs engins de secours arriveront sur site, il faut des accompagnants)
- établir un annuaire (à jour) des services à prévenir ainsi que les voisins dès le début de sinistre, puis les tenir au courant de l'évolution de la situation et des éventuelles actions à mener
- mauvaise connaissance des autorités à prévenir (Préfecture, mairie, police)
- il faut déterminer une solution de repli pour mettre le personnel à l'abri ainsi qu'un local pouvant abriter la cellule de crise déportée
- les actions de gestion post accidentelle ne sont pas clairement identifiées.

Conclusions :

La réalité du versant opérationnel de ce premier exercice POI (depuis la mise en place de batteries lithium sur le site) a été biaisée du fait qu'une évacuation générale du site n'a pas été effectuée à la demande de l'exploitant, ne permettant pas de tester l'évacuation et le comptage du personnel.

De plus, un certain nombre de personnes était au courant de cet exercice (pompiers, managers). Les pompiers internes du site étaient beaucoup plus nombreux que ce qui est prévu dans le POI, ce qui peut poser la question de la présence réellement effective un jour de sinistre.

Le déclenchement du POI répond à une stratégie de validation hiérarchique via un questionnaire, ce qui pose la question de la disponibilité des valideurs à tout moment, y compris en heures non ouvrées.

Même si l'exploitant a rédigé un POI, celui-ci doit être revu concernant les coordonnées des administrations notamment ainsi que l'ordre prioritaire des personnes à contacter.

Si une équipe est dédiée à la gestion de crise, les fonctions ne sont pas clairement identifiables et les actions à mener non plus. Une grande importance a été donnée à la communication tant extérieure qu'interne ; la communication est essentielle mais doit être faite en lien avec la cellule communication de la Préfecture dans le cadre d'un sinistre déclenchant le POI sur site.

Dans le cadre d'un POI, la gestion de l'évènement est prioritaire et il faut anticiper les actions à mettre en œuvre.

Le DOI ne peut gérer seul un sinistre, il doit s'entourer d'équipiers et apprendre à déléguer, prendre de la hauteur sur le sinistre en cours.

De même, il faut anticiper de manière efficiente le repli de la cellule de crise (identifier une salle pouvant accueillir la cellule de crise, les éléments à disposition...).

Enfin, il convient de réfléchir à comment serait pris en charge l'ensemble du personnel une fois l'évacuation réalisée (salle à disposition pour un repli sur un autre site Michelin ? Prise en charge dans le cadre du PCS de la commune de Clermont ou Gerzat ?)